COMMUNE DE COLLONGES
COMPTE RENDU DE LA REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL
EN DATE DU 13 NOVEMBRE 2023

(Sous réserve d'approbation par le Conseil Municipal)

Le Conseil Municipal s'est réuni le 13 novembre 2023 à 20 heures sur convocation du Maire le 09/11/2023.

Etaient présents :

Mmes et MM. PERREAL, MOREL, VESIN, MERME, JACQUET,
MOULEYRE, LONJON, TOSIN, DALMEDO, PEROUCHET

Etaient excusés :

Nina RATHOUIN
Ingrid MATHIEU (procuration à Coralie LONJON)
Emmanuel DEVILLE
Aurore DURAFFOUR (procuration à Lionel PERREAL)
Virginie BESSON
Vanni LA STORIA (procuration à Jérémy MOULEYRE)
Catherine MERESSE (procuration à Mireille MOREL)

Assistaient à la séance :

Mme Ludivine BEVILACQUA-PEREZ (DGS)

Secrétaire de séance :

Monsieur Romain MERME

ORDRE DU JOUR

1°) Approbation du PV du conseil municipal du 11 septembre 2023.

2°) Délibérations :

- 1°) CCMA : renouvellement de la convention avec le Dr Humbertclaude
- 2°) EHPAD : garantie d'emprunt à ITINOVA
- 3°) ONF : coupe 2024 / Etat d'assiette
- 4°) Licence IV : Contrat de location
- 5°) CIGAC : renouvellement de contrat
- 6°) Marché gendarmerie : avenants
- 7°) SIEA : convention économie de flux
- 8°) Nomenclature M57
- 9°) Service technique : création d'un poste à temps plein
- 10°) Presbytère : avenant aux travaux et DM
- 11°) Décision modificative n°1
- 12°) Jeux enfants site SEMCODA : demande de subvention
- 13°) Logements sociaux : convention de gestion des flux (sous réserve)

3°) Points divers

1°) Approbation du PV du conseil municipal du 11 septembre 2023

Le compte-rendu est approuvé à l'unanimité.

2°) Délibérations :

1°) CCMA : renouvellement de la convention avec le Dr Humbertclaude

Suite à la réunion du 2 octobre dernier qui a permis de favoriser l'échange avec les professions médicales, Monsieur le Maire propose au conseil de renouveler la convention avec le docteur Humbertclaude pour une durée d'un an selon les mêmes conditions que celle signée le 8 novembre dernier soit une mise à disposition gratuite d'un espace situé à côté de son cabinet afin de pouvoir accueillir son assistante, et des charges à hauteur de 60 € par mois. Cela permet au médecin de pouvoir accueillir plus de patients dans un domaine que tout le monde sait très tendu. Présentation de la convention (durée d'un an renouvelable non tacitement).

Le conseil municipal, avec une voix contre (Ingrid MATHIEU), une abstention (Jérémy MOULEYRE) et 8 voix pour :

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention telle que présentée.

2°) EHPAD : garantie d'emprunt à ITINOVA

Dans le cadre de la construction de l'EHPAD à Collonges, l'association ITINOVA sollicite une garantie d'emprunt de la part de la commune à hauteur de 3 614 000 € (50 % d'un emprunt total de 7 228 000 €) sur une durée de 20 ans afin de bénéficier du meilleur taux possible de la part de la Banque des Territoires (Caisse des Dépôts et Consignations).

Comme pour les demandes des bailleurs sociaux, il sera proposé de voter une délibération de principe, puis le cas échéant, une autre délibération sera nécessaire pour valider le contrat proposé par la Banque des Territoires à ITINOVA.

Le conseil municipal, avec une voix contre (Mireille MOREL) et une abstention (Romain MERME), et 8 voix pour :

-AUTORISE la garantie d'emprunt sollicitée par l'association ITINOVA dans le cadre de la construction de l'EHPAD, à hauteur de 3 614 000 € sur 20 ans.

3°) ONF : coupe 2024 / Etat d'assiette

Dans le cadre de la gestion des forêts des collectivités, l'ONF est tenu d'inscrire des coupes de bois « à l'état d'assiette », c'est-à-dire des coupes prévues au programme.

Présentation de la proposition de coupe de l'ONF pour 2024.

Monsieur le Maire rappelle qu'il ne s'agit que de bois sec. Il souligne qu'il n'y a pas toujours de replantation après coupe car il est désormais impossible de replanter en dessous de 800 m d'altitude à cause du scolyte, insecte qui ronge l'écorce des arbres ; et de plus, sur Collonges, la forte pente complexifie la replantation.

Monsieur le Maire demandera au conseil municipal de valider l'assiette de coupe de bois 2024 proposée par l'ONF.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

-VALIDE la coupe en façonnage 2024 présentée par l'ONF

4°) Licence IV : Contrat de location

Monsieur le Maire propose au conseil municipal de louer la licence IV dont la commune est propriétaire à M. Ponard, propriétaire du restaurant « Le Malassis », qui serait d'accord et qui a déjà suivi la formation obligatoire d'exploitation.

Présentation du contrat de location dont les éléments essentiels sont les suivants :

- Montant de la location annuelle : 500 € payable d'avance en une fois / pas de caution
- Trois mois de desdits par chacune des deux parties
- Durée de location : un an reconductible mais non tacitement

- En cas de vente du restaurant (fond), la licence IV revient automatiquement à la commune (desdits de 3 mois afin d'informer la commune à ce sujet)

Le conseil municipal, à l'unanimité :

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer le contrat de location tel que présenté ainsi que tous documents nécessaires à la mise en œuvre de cette location.

5*) CIGAC : renouvellement de contrat

Monsieur le Maire demande au conseil de l'autoriser à signer le contrat CIGAC qui doit être renouvelé à compter du 1^{er} janvier 2024 et dont l'objet est le remboursement des salaires à la collectivité en cas d'arrêts maladie des agents de la commune.

Il souligne que l'augmentation du taux de ce contrat est directement liée aux sinistres dans ce domaine les années passées, ce qui concerne essentiellement le service de la « Police Intercommunale ».

Le conseil municipal, à l'unanimité :

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer le bulletin de renouvellement au contrat de prévoyance statutaire géré par le CIGAC auprès de Groupama Rhône Alpes avec un taux de 9,48 %.

6*) Marché gendarmerie : avenants

Dans le cadre de la finalisation des travaux de la gendarmerie, il est demandé au conseil de valider les avenants ci-après :

REISSE / groupe électrogène, enseigne lumineuse, potelets extérieurs... (présentation du devis) : 2 073,60 € TTC

PONCET CONFORT : 2 devis

- Nettoyage du chantier / 585,00 € TTC
- Transfert d'une dépense du carreleur vers le peintre : 418,62 € TTC (donc pas de surplus)

BEYRAND / rénovation lettres gendarmerie : 912,00 € TTC

Le conseil municipal, à l'unanimité :

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer les avenants afférents à ces devis

7*) SIEA : convention économie de flux

Suite à la réunion du 25 septembre où Mme Auffret (SIEA) a présenté l'intérêt d'adhérer à la convention « Economie de flux » proposée par le SIEA dans le cadre de la transition énergétique largement soutenue par l'Etat, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de l'autoriser à la signer (présentation de la convention).

Il rappelle les éléments essentiels de la convention :

- durée de 2 ans renouvelable si nécessaire
- 1,66 € par habitant et par an soit environ soit 3 700 € par an.
- Etat des lieux de chaque bâtiment de la commune avec conseils de rénovation, accompagnement technique et aide à la mise en place d'un programme de rénovation
- Analyse et suivi des consommations d'énergie et conseils de gestion (bilan énergétique et plans d'actions)

Le conseil municipal, à l'unanimité :

-AUTORISE Monsieur le Maire à signer la convention telle que présentée

8*) Nomenclature M57

Suite à la validation par Monsieur le Chef de poste de la trésorerie, Monsieur le Maire propose au conseil municipal de voter la délibération pour passer à la M57 à compter du 01/01/2024 selon la rédaction ci-après :

*Vu l'article 106, III de la loi n° 2015-991,
Vu les articles L 5217-10-1 et suivants du code général des collectivités territoriales,
Vu l'avis favorable du comptable public en date du ...,
Vu le décret n°2015-1899 du 30 décembre 2015 relatif à l'adoption de la nomenclature M57,
Considérant que la commune adoptera la nomenclature M57 à compter du 1er janvier 2024 ;
Considérant que cette norme comptable s'appliquera à tous les budgets de la commune,*

Après en avoir délibéré, le conseil municipal décide :

- *D'AUTORISER le changement de nomenclature budgétaire et comptable des budgets de la commune et d'appliquer la nomenclature M 57 à compter du 1er janvier 2024.*
- *D'UTILISER la nomenclature abrégée (pour les communes de moins de 3 500 ha.)*
- *DE DEROGER au principe de prorata temporis concernant les amortissements*
- *D'AUTORISER Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*
- *DE PRECISER qu'un règlement budgétaire et financier n'est pas nécessaire pour la nomenclature abrégée.*

Il rappelle que le passage à la nomenclature comptable M57 est obligatoire pour toutes les communes à compter du 1^{er} janvier 2024 et a pour but d'homogénéiser la comptabilité entre toutes les collectivités et en faciliter ainsi les comparaisons et les contrôle, par l'Etat, entre autres.

Après échange, le conseil municipal, à l'unanimité :

- *AUTORISE le changement de nomenclature budgétaire et comptable des budgets de la commune et d'appliquer la nomenclature M 57 à compter du 1er janvier 2024.*
- *UTILISE la nomenclature abrégée (pour les communes de moins de 3 500 ha.)*
- *DEROGE au principe de prorata temporis concernant les amortissements*
- *AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer toutes les pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.*
- *PRECISE qu'un règlement budgétaire et financier n'est pas nécessaire pour la nomenclature abrégée.*

9°) Service technique : création d'un poste à temps plein

Afin d'améliorer le bon fonctionnement du service technique mais aussi de consolider l'équipe dans un domaine où là encore le marché est tendu, Monsieur le Maire demande au conseil municipal de bien vouloir supprimer le poste « service technique » à temps partiel (14h hebdomadaires) et de le remplacer par un poste à temps plein (35h hebdomadaires) à compter du 1^{er} janvier 2024.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- AUTORISE la suppression du poste « service technique » à temps partiel (14h hebdomadaires) à compter du 1^{er} janvier 2024.*
- AUTORISE la création d'un poste « service technique » à temps plein (35h hebdomadaires) à compter du 1^{er} janvier 2024.*

10°) Presbytère : avenant aux travaux et DM

Comme cela avait été évoqué en début d'année, Pays de Gex Agglomération sollicite un avenant concernant les travaux du presbytère de Collonges pour un montant de + 43 222,00 € TTC. Cela nécessitera un décision budgétaire modificative de + 63 222,00 € car la commune avait seulement budgété 600 000,00 € sur ce projet en 2023 car il avait été question d'éventuelles moins-values qui n'ont pas eues lieu finalement.

Présentation de l'avenant.

Monsieur le Maire précise que les surcoûts sont relatifs essentiellement à la découverte d'une meurtrière qu'il a été décidé de conserver, l'absence de fondations et le toit qu'il a fallu entièrement refaire finalement.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

- AUTORISE Monsieur le Maire à signer l'avenant tel que présenté*

11*) Décision modificative n°1

Suite à la délibération numéro 10, entre autres, et pour le bon fonctionnement du budget principal, il est demandé au conseil municipal d'autoriser la décision modificative suivante :

Désignation	Dépenses	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
INVESTISSEMENT		
Opération 152 / Réserve foncière	70 000 €	
Remboursement du FCTVA à la Préfecture		1 000 €
Opération 355 / Rénovation du presbytère		64 000 €
Opération 282 / Matériel de voirie		5 000 €
TOTAL INVESTISSEMENT	70 000 €	70 000 €

Le remboursement du FCTVA à l'Etat est relatif à la vente du tracteur qui avait été acheté deux ans auparavant et dont la commune avait perçu le remboursement de la TVA par l'Etat. Il faut donc la rendre car la revente a été réalisée avant 5 ans.

Concernant le matériel de voirie, le budget primitif prévoyait la somme de 20 000 € TTC pour l'achat d'un camion d'occasion en cas d'opportunité. Ce fut le cas mais le camion était au prix de 25 800 € TTC. Etant donné que certaines dépenses n'ont pas été réalisées il est possible d'ajouter seulement 5 000 €.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

-VALIDE la décision modificative n°1 telle que présentée ci-avant

12*) Jeux enfants site SEMCODA : demande de subvention

Monsieur le Maire rappelle que la société Ludoparc a été choisie pour la réalisation de l'aire de jeux dans le parc de la résidence SEMCODA pour un budget de 80 000 € TTC. Ces travaux devraient être réalisés d'ici le printemps prochain.

Il pourrait être possible de bénéficier de subventions. Il est donc demandé au conseil d'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une subvention au titre de la DETR (Etat) ainsi qu'auprès de la Région.

Le conseil municipal, à l'unanimité :

-AUTORISE Monsieur le Maire à solliciter une subvention au titre de la DETR (Etat) ainsi qu'auprès de la Région concernant la réalisation de l'aire de jeux dans le parc de la résidence SEMCODA

13*) Logements sociaux : convention de gestion des flux

Cette délibération est retirée de l'ordre du jour.

3°) Points divers

Monsieur le Maire informe que la commune a candidaté à la démarche « Village d'avenir » et a été retenue. L'objectif étant d'accompagner les petites communes dans leurs projets via des aides financières et d'ingénierie. Une visite du sous-préfet dans le cadre de cette démarche est prévue prochainement afin de lui présenter plus avant les projets de Collonges : rénovation énergétique des bâtiments (école, église, etc...), réseau de chaleur, revalorisation de l'entrée de ville (côté stade) et du cœur de village.

Monsieur Merme, conseiller municipal, alerte sur la nécessité de sécuriser l'arrêt de bus d'Ecorans. Il souligne également que des véhicules se garent en bordure de la route du Pays de Gex en direction d'Ecorans, ce qui gêne la visibilité pour les automobilistes voulant bifurquer sur Collonges centre. La gendarmerie va être contactée à ce sujet.

Un avis favorable a été donné à une demande de foodtruck le samedi soir sur la place du champ de foire.

Les illuminations de Noël sont prévues pour le 4 décembre et les vœux du Maire se dérouleront le 19 janvier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 21h15.

Prochaine réunion du conseil municipal : à définir
--